

Contes, légendes, mythes et réalité sur la Colombie et Ingrid Betancourt

Octobre 2005



Armand BURGNET
Fédération Internationale des Comités Ingrid Betancourt

Les pages qui suivent ne sont pas une description de toute la Colombie.

Ce sont simplement des chiffres, des statistiques - le plus souvent repris de la Presse colombienne - concernant la situation humanitaire et sociale dans le pays, qu'il faut connaître pour appréhender la complexité du problème qui nous préoccupe : la libération d'Ingrid Betancourt, de Clara Rojas et des 3.000 autres otages.

Les colombiens sont près de 44 millions de personnes parmi lesquelles une énorme majorité, tout comme les européens quelques décennies auparavant, ne rêvent que de paix et de réconciliation.

C'est une nation qui comme d'autres sait aussi rayonner sur la scène internationale, et ce dans différents domaines : l'art, la littérature, la science, le sport...

Malheureusement il y a également une réalité, parfois difficile à accepter par certains, qui ternit l'image de ce pays. Pour la combattre, il faut d'abord la connaître, la reconnaître, et la comprendre.

Légende...

**" La Colombie, une population d'origine latine
avec des minorités
indiennes et métisses "**

La Colombie



1 139 000 kilomètres carrés
(deux fois la France)

48 % de forêts, 39 % de
pâturages, 4 % de terres
arables.

44 millions d'habitants
(estimation 2004) dont
20 % de Blancs,
72% de métis,
6% de noirs,
2 % d'Indiens

Légende...

**" La Colombie, une de ces
républiques bananières
d'Amérique du Sud
dont l'histoire n'a été qu'une succession
de coups d'état militaires ! "**

Réalité : Un état doté de toutes les institutions démocratiques, mais...

- La Colombie est une **démocratie parlementaire** - la plus ancienne d'Amérique du Sud. Elle n' a connu que 5 coups d'état depuis son indépendance en 1886.
- Après une première constitution qui a duré pratiquement 1 siècle ("*monarchie non-héréditaire*"), la constitution actuelle adoptée en 1991 est une des plus avancées au monde en matière de protection des Droits de l'Homme, mais elle est complexe, "théorique", et instaure une "société des droits" plus qu'un "état de Droit".
- Le **président de la République**, qui dirige le gouvernement, est élu pour quatre ans au suffrage universel, mais ne peut briguer un nouveau mandat (*le président actuel est en train de modifier la constitution pour changer cette situation*).
- Le **pouvoir législatif** est détenu par deux chambres élues pour quatre ans, le Sénat et la Chambre des députés.
- Un **gouverneur** se trouve à la tête de chacun des 32 départements. Les gouverneurs, ainsi que les **maires** des communes sont élus au suffrage universel.
- La **presse** est officiellement libre - (*encore que pratiquement contrôlée en grande partie par l'oligarchie au pouvoir*). Malgré les très nombreux assassinats de journalistes, qui demeurent en général impunis, certains journalistes continuent à vouloir informer la population au péril de leur vie
- Les **élections** sont officiellement libres et contrôlées, ce qui semble être effectivement le cas dans les grandes villes (*A l'intérieur du pays, c'est moins sur*)

Légende...

**" La Colombie, un pays pauvre,
en voie de développement "**

**Réalité :
Un pays riche peuplé de pauvres**

D'importantes richesses naturelles

- **...directement liées à la possession du sol** : agriculture (café, fleurs, banane, canne à sucre, cacao, huile de palme,...) élevage, bois précieux, pétrole, gaz, charbon, richesses minières (uranium, fer, zinc...), or, émeraudes (60% de la production mondiale)...
- **15.273 personnes** (soit 0,4% de ceux qui possèdent quelque chose ou 0,03% de la population) **possèdent 61,2 %** de toutes les terres enregistrées (47.147.680 hectares). Dans leur majorité ces grands propriétaires ont des propriétés supérieures à 500 hectares.
- **Les déplacements forcés**, qui s'apparentent souvent à un «nettoyage territorial» bénéficient à certains groupes ou personnes sur le plan foncier.

Sur un total de 44 millions de Colombiens :

- **54,9 %** de la population ont un revenu inférieur au salaire minimum.
- **27,6 %** de la population ne gagne même pas 1\$ par jour et n'ont pas accès aux services publics de base comme l'éducation, les soins de santé ou des conditions minimales de salubrité.
- **33 %** des habitants des grandes villes sont sans logement (bidonvilles)

Sources : étude de l'Institut Géographique Agustín Codazzi et de la Corporation de Recherche Agricole (Corpoica), présentée en mars 2004 au Ministère de l'Agriculture à Bogota (El Tiempo 20 mars 2004) / Etude HRW décembre 2002 - El Tiempo janvier 2003

Conte..

**" Finalement, à part le trafic de cocaïne
qui lui donne une mauvaise réputation,
La Colombie est une démocratie
comme les autres "**

Vu de l'extérieur, un pays ravagé par le narcotrafic et la violence, et qui accumule de tristes record



le plus grand producteur mondial de cocaïne (300 à 700 tonnes / an) - avec une montée de la production
d'héroïne : 7 milliards de \$ d'argent sale par an, souvent blanchi chez nous !

le taux le plus élevé d'enlèvements (80% de tous les enlèvements au monde) : on estime qu'il y a au début 2004 plus de 3.000 séquestrés en Colombie.

le plus grand nombre d'enfants-soldats enrôlés dans les mouvements armés (6.000 ?)

un nombre de civils tués équivalant aux morts des guerres de haute intensité (38.000 par an ?)

plus de 4 millions de Colombiens ont pris le chemin de l'exil

plus de 3 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays.

le plus grand nombre de **syndicalistes et de journalistes assassinés** au monde : au moins 114 journalistes et 3.800 syndicalistes au cours des 14 dernières années... tous ces crimes restent impunis !

Sources :

L'Express mars 2002
Fondation Pais Libre
Fédération centrale des syndicats colombiens -

En Colombie...

Chaque jour :

- ... huit à neuf personnes sont kidnappées par la délinquance commune ou par une guérilla d'extrême gauche, pour obtenir une rançon !
- 160 enfants meurent de malnutrition et/ou de conditions de vie absentes d'hygiène...

En 2003 :

- plus de 3000 civils ont été tués pour des motifs politiques et au moins 600 «disparus». Les groupes cibles sont les défenseurs des droits humains, les paysans et fermiers, les syndicalistes et les communautés de descendance africaine et les indigènes.

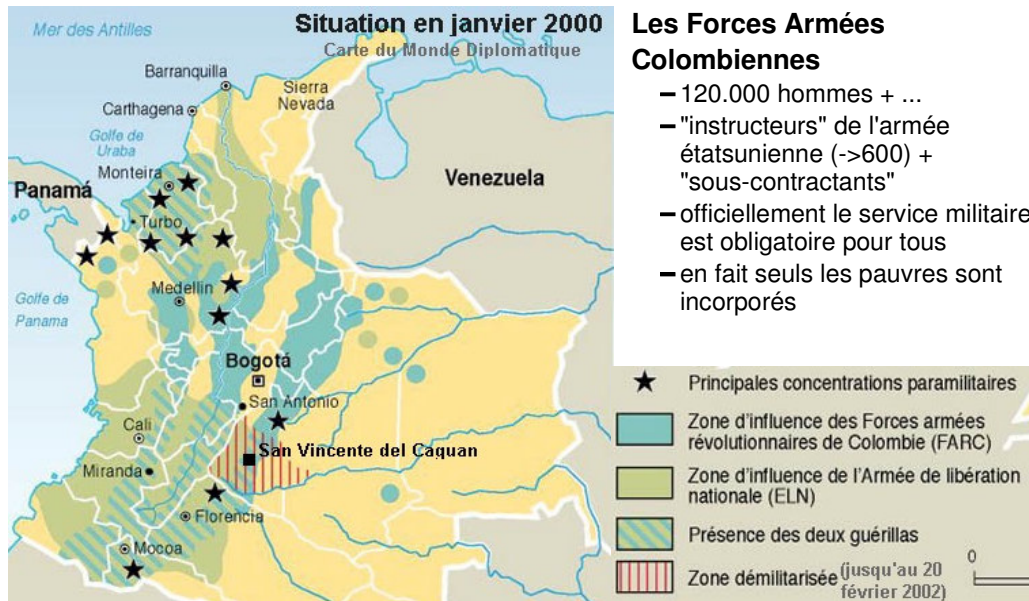
En 2004 :

- 27 000 personnes sont décédées de morts violentes, dont seulement 6500 auraient été le résultat de combat entre les FARC et les forces gouvernementales
- les paramilitaires d'extrême-droite, alliés de l'armée colombienne, ont assassiné 2490 personnes dont 94 syndicalistes.
- plus de 287 000 propriétaires terriens ont été chassés de leur maison familiale et ont rejoint les quelque 3 millions de personnes forcées à l'exode des zones de combat depuis 1985

Conte...

**" La Colombie, un pays ravagé
par une guerre civile "**

Réalité : une guerre contre les civils...
Selon certains, "une guerre des riches contre les pauvres, les riches payant d'autres pauvres pour se battre à leur place"



(Source : Monde Diplomatique 2001 / HRW rapport 2000)

Une guerre qui a créé plus de sept millions de réfugiés

- Le phénomène de déplacement forcé de populations s'observe en Colombie depuis une vingtaine d'années.
- D'après les Nations-Unies la Colombie est la troisième plus grande catastrophe humanitaire au monde, après le Soudan et le Congo; les personnes déplacées de force représentent environ 5% de la population colombienne. On estime en effet que près de **3 millions** de Colombiens ont dû fuir leur ville, leur village, leur terre, leur travail, leurs amis ou leur famille sous la menace.
- En 2002, pas moins de 400.000 Colombiens supplémentaires ont été contraints à l'exil interne.
- A ces trois millions, il faut ajouter ceux qui sont partis à l'étranger à cause des persécutions ainsi que les déplacés de la misère - environ 10% des réfugiés internes - qui constituent sans doute la plus grande part de la diaspora, estimée à **quatre millions** de personnes.
- Au cours du 1er semestre 2004, 130.400 colombiens se sont encore ajoutés au nombre des victimes de déplacement forcé, un accroissement de 9% par rapport à la même période en 2003.

Source : Le Courrier 27 mars 2004

Une violence qui dure depuis plus de quarante ans

- **9 avril 1948** : le populiste Jorge Eliecer Gaitán est assassiné. La violente insurrection populaire; la «Violencia») qui s'ensuit fera 200 à 250.000 morts en dix ans. Formation de mouvements de guérilla et important exode rural.
- **1953**, Coup d'état militaire : régime populiste du général Rojas Pinilla
- **1958** : les deux partis traditionnels s'allient et forment un Front national qui prévoit l'alternance au pouvoir pendant seize ans d'un président libéral et d'un conservateur. D'où : corruption, népotisme et clientélisme; montée en force de la guérilla et des trafiquants de la drogue dès le début des années 70
- **1964** création des FARC (en 1966 : FARC-EP) / L'ELN est créée en 1965
- **1982** : le président Belisario Betancur signe un cessez-le-feu avec la guérilla
- **1985**, les FARC-EP lancent l'Union Patriótica (UP) dont 350 conseillers municipaux, 23 députés et 6 sénateurs sont élus aux élections de 1986. Un an après 4 000 dirigeants, cadres et militants de l'UP (et du Parti communiste) avaient été assassinés
- **1989** : le M 19 devient un parti politique; assassinat de Luis Carlos Galán, candidat avec un programme de lutte contre la corruption
- **1998** : le président Pastrana négocie avec les guérillas - création de la "zone de distension" au Caquan - qui sera réoccupée par l'armée le 20 février 2002

Source : Monde Diplomatique 2001

La guerilla : l'extrême gauche

Les FARC-EP

- marxistes, fondées en 1964
- 17 à 20.000 combattant(e)s
- une partie de leur financement provient d'un impôt prélevé sur la coca, auquel s'ajoute une politique d'enlèvements contre rançon
- Parmi les séquestrés en leur pouvoir : Ingrid Betancourt

L'ELN

- guévariste, fondés en 1965
- 4 à 5000 combattant(e)s
- trouve le gros de son financement dans « l'impôt de guerre » des compagnies pétrolières. Pratique également l'enlèvement contre rançon.

Autres (EPL, ...)



Manuel Marulanda
"Tirofijo"

(Source : Monde Diplomatique 2001 / HRW rapport 2000)

Les paramilitaires : l'extrême-droite

- nés à la fin des années 60, dans le cadre d'une politique recommandée par les conseillers américains pour « casser » toute velléité de transformation sociale
- originaires des milices privées que certaines familles et trafiquants payaient pour protéger leurs intérêts des attaques des guérillas et de leurs rivaux
- contrôlent aujourd'hui une grande partie des cultures et des laboratoires de transformation de drogue en Colombie.
- selon un article paru dans Le Monde du 29 mai 2002, 60 % de la production de drogue colombienne se situerait dans des territoires contrôlés par les paramilitaires
- bras armé des narcotrafiquants à partir de 1985,
- supplétifs de l'armée pour mener la « guerre sale » contre les bases sociales de la guérilla
- entre 13 et 20.000 ? - regroupés depuis avril 1997 au sein des Autodéfenses Unies de Colombie (AUC)
- entretiennent des liens étroits avec l'armée colombienne : échange d'informations, opérations conjointes; fourniture d'armes et de munitions, assistance avec des hélicoptères
- D'après Amnesty International, responsables de 85% des atteintes aux Droits Humains en Colombie
- Déc. 2003 : accord de cessez-le-feu avec le gouvernement
- 2004 : responsables de la "disparition" de plus de 1.300 personnes
- 2005 : Santa Fé de Ralito : négociations pour une "amnistie" ?

(Sources : Monde Diplomatique 2001 HRW rapport 2000, Radio Canada 2002)

Conte...

**" Bien sur il y a des kidnapping en Colombie,
mais c'est le cas dans beaucoup d'autres pays....
on en exagère l'importance ! "**

80 pour cent de tous les kidnappings au monde

Chaque année, plus de 3 000 personnes sont enlevées en Colombie.

Entre janvier et septembre 2002 :

- Les Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie) et l'ELN (Armée de libération nationale) en détiendraient 1238
- Les groupes paramilitaires d'extrême droite et la délinquance commune près de 2000
- Cette «industrie» générerait près de 15 millions d'euros par an pour les ravisseurs

(Source : El Espectador 20 septembre 2002)

Depuis janvier jusqu'à septembre 2002 il y a eu en Colombie 2.253 kidnappings :

kidnappings :

- 121 à caractère politique, dont celui d'Ingrid Betancourt et de Clara Rojas
- 1.211 à caractère économique;
- 775 kidnappings "simples" et
- 86 non-définis

Les enfants sont les premières victimes des kidnappings :

au premier semestre 2002 on comptait officiellement 1734 enlèvements, dont 34% par les FARCs. Sur les 207 personnes enlevées en juillet, 27 avaient moins de 18 ans

(Source : El Tiempo 17 août 2002)

Des militaires et des politiques pris en otage

Juillet 2001 :

libération d'une soixantaine de policiers et de soldats retenus par les Farc depuis parfois cinq ans, en échange de 14 guérilleros prisonniers de l'Etat.

Un peu plus tard :

libération de 300 autres membres des forces de l'ordre, mais 45 officiers et sous-officiers restent prisonniers

Avril 2002 :

En plus d'Ingrid Betancourt, les Farc capturent le gouverneur de la région de Medellin, Guillermo Gaviria, et l'ancien ministre Gilberto Echeverry cinq parlementaires et douze élus locaux enlevés à Cali

Mai 2003 :

Tentative de libération par l'armée de Gaviria, Echeverry et d'une dizaine de soldats - ils sont abattus par les Farc

Pour Ingrid Betancourt, Clara Rojas, les détenus "politiques" et militaires : pas de demande de rançon, mais une demande de négociations entre les Farc et le gouvernement pour un échange de prisonniers contre un peu plus de 400 guérilleros détenus par le gouvernement

L'enlèvement d'Ingrid Betancourt

Présidence Pastrana (1998-2002) :

- Les FARC qui se voient concéder une **zone démilitarisée** (grande comme la Suisse) qu'ils peuvent contrôler. Au centre de cette zone : San Vicente del Caguan, où se tiennent des négociations de paix entre les Farc et le gouvernement.
- Octobre 2000 : **élections municipales**; Nestor Ramirez (parti Oxygène Vert) est élu maire de San Vicente del Caguan. Ingrid promet aux habitants qu'elle serait avec eux dans les bons moments comme dans les mauvais
- 17-2-2002 : Ingrid y rencontre les Farc, avec d'autres candidats aux présidentielles. S'adressant à Raul Reyes : "**No Mas Secuestro !**"
- 20-2-2002 : **Pastrana rompt les négociations** et envoie l'armée reconquérir le Caguan. Avec l'armée arrivent les paramilitaires : représailles, disparitions de personnes, assassinats... Nestor Ramirez demande à Ingrid de faire connaître la situation pour faire cesser les massacres. Ingrid décide de venir
- 23-3-2002 : **Pastrana** amène 150 journalistes en hélicoptère à San Vicente, mais en **refuse l'accès à Ingrid**. Il lui donne un véhicule officiel pour s'y rendre par la route. Ingrid accepte, tout en ayant conscience des dangers.
- Entre Florencia et San Vicente, la camionnette est arrêtée par un **barrage Farc**. Incident avec un guérillero qui saute sur une mine. Ingrid propose de le conduire à l'hôpital avec sa voiture. Après avoir demandé des instructions par radio, les FARC emmènent Ingrid avec le blessé et renvoient les journalistes qui l'accompagnaient. Clara Rojas décide de rester avec Ingrid.

Le message d'Ingrid Betancourt dans la vidéo tournée le 15 mai 2003

- en ce qui concerne les MILITAIRES COMBATTANTS détenus : il faut conclure un échange de prisonniers : "L'échange est l'obligation morale d'un État démocratique"
- en ce qui concerne les CIVILS détenus : un échange ne peut se justifier car cela serait avaliser l'utilisation de civils comme boucliers. Les FARC doivent "faire un geste unilatéral de paix, c'est à dire des libérations humanitaires"
- les actions militaires pour libérer les otages : légitimes MAIS :
 - elles ne peuvent être menées qu'avec une préparation qui garantit leur réussite
 - la décision de mener de telles actions ne peut être prise que par le président lui-même, pas par des militaires.
 - les familles doivent être prévenues - mais ce n'est pas elles qui décident
- Ingrid rappelle alors qu'il est impossible d'imaginer que les 3000 otages vont être libérés par des interventions militaires...
- donc des deux seules solutions possibles (geste humanitaire de la part des Farc et opérations militaires) une n'est pas réaliste... reste donc l'autre ?

Mythes, légendes et racontars sur Ingrid Betancourt

" La Pasionaria des Andes, la Jeanne d'Arc de Colombie "

" Une Française issue d'une famille richissime (Loreal) "

" Si elle s'est fait kidnapper, c'est qu'elle l'a bien voulu; au moins, elle a été très imprudente ! "

" Si on fait tant de foin à son sujet, c'est parce qu'elle est française; quand on enlève des Colombiens, les Français s'en contrefoutent"

Le mouvement de soutien à Ingrid, Clara et tous les autres

- 2003 : 284 "comités de soutien" dans 39 pays, le plus souvent d'une seule personne
- 2005 : regroupement des comités par région / département; création de la FICIB (Fédération Intrenationale des Comités Ingrid Betancourt)
- Mouvement citoyen, non-lié à quelque parti politique que ce soit (en Colombie ou ailleurs), en collaboration avec la famille d'Ingrid et celles d'autres séquestrés
- Soutien à Ingrid Betancourt, Clara Rojas et TOUS LES AUTRES SÉQUESTRÉS
- Campagne de pétitions (cloturée à 115.000 signatures)
- Campagne d'Information (www.Betancourt.info, manifestations)
- Campagne "Citoyenne d'honneur" (1.420 nominations au 1er octobre 2005 - dont plus de 1200 en France ; en Belgique francophone : une commune sur deux)
- Campagne "Aéropostale-3000" pour envoyer des lettres de soutien aux 3000 séquestrés et à leurs familles (octobre 2005 : plus de 10.000 lettres)
- Action USA Juillet-août 2005 : 120 personnalités envoient une lettre à 22 Sénateurs Nord-Américains

Conte...

" La Colombie, une démocratie comme les autres "

Une démocratie empêchée

Dans les zones qu'ils contrôlent, les guérilleros veulent supprimer par la force tout «représentant de l'Etat bourgeois propriétaire»

Les élus locaux font l'objet de chantages contradictoires : celui des Farc qui met en balance leur vie contre leur démission, celui des paramilitaires qui prétend les contraindre à ne pas démissionner en échange de leur vie.

Kidnapping d'une candidate présidentielle

Ingrid Betancourt, kidnappée au début de la campagne électorale le 23 février 2002

Entre 1998 et 2003 :

la moitié des maires du pays ont été menacés
198 ont dû s'exiler
63 ont été assassinés
198 ont renoncé suite à des menaces de la guérilla, des paramilitaires ou d'autres organisations
166 gèrent leur commune de l'extérieur
18 sont retenus en otage

Entre 1992 et 2003 :

82 conseillers municipaux ont été assassinés et 1.800 ont été forcés de quitter leur municipalité
27 candidats ont été assassinés pendant la campagne électorale

Entre 1986 et 2003 :

164 maires / 420 conseillers assassinés

Sources : Defensorio del Pueblo - Oct. 03; Fédération colombienne de Communes; Fédération nationale de Conseillers municipaux

Une démocratie menacée

- Le 1er avril 2004 Carlos Bernal, 43 ans, secrétaire général du Parti communiste colombien (PCC) dans le département de Santander du Nord, est abattu à Cucuta. Connu pour ses convictions pacifistes et sa lutte pour défendre les Droits Humains, Carlos était également secrétaire pour la région de la coalition du Pôle Démocratique Indépendant, la nouvelle formation de gauche à laquelle appartient l'actuel maire de Bogota, Luis Eduardo Garzon.
- En mars 2004 Juan Carlos Lecompte, l'époux d'Ingrid Betancourt, a annoncé qu'il allait quitter la Colombie pour échapper à des "menaces de mort". Ses interlocuteurs anonymes lui ont indiqué par téléphone que "s'il n'aimait pas le Président Alvaro Uribe il devait sortir du pays".
- Adaïr, un proche d'Ingrid Betancourt et également militant pour Oxygeno Verde, vient également de s'expatrier pour les mêmes raisons.
- Le 6 avril, c'est Juan Manuel Gonzalez, candidat pour le parti libéral aux élections municipales du 25 avril qui est assassiné par des inconnus à Grenada
- Les élus locaux continuent à être régulièrement les cibles des groupes armés illégaux. En août 2004 un maire et un ancien conseiller municipal ont été assassinés après avoir été enlevés à un barrage routier à 150km au nord-est de Bogota.

Une impunité dérangeante

- le Bureau du procureur général met hors de cause un certain nombre d'officiers de haut rang accusés de violations des droits humains. En janvier 2004, on clot le dossier contre l'ancien général Velandia, accusé d'avoir pris part à la torture, au meurtre et à la «disparition» de Nydia Erika Bautista en 1987
- En mars 2004, le Bureau du procureur général Luis Camilo Osorio referme l'enquête sur l'ancien général Rito Alejo del Rio, qui devait répondre des violations des droits humains commises entre 1995 et 1997 par les forces armées sous son autorité en coordination avec les paramilitaires, alors qu'il commandait la 16ème brigade. La première chose que ce Procureur Général avait faite lorsqu'il a été nommé en 2001 avait été de démettre les procureurs qui avaient recueilli des preuves suffisantes pour arrêter Del Río.
- Cette purge des procureurs était seulement le commencement d'une politique systématique du Procureur Général pour entraver ou pour faire dérailler les poursuites qui impliquent des chefs militaires et des paramilitaires de haut rang". Un troisième fonctionnaire se vit obligé de démissionner suite aux pressions exercées sur lui. Plus tard, le procureur qui avait ordonné l'arrestation du Général Del Río's en juillet 2001 a été forcé de fuir la Colombie suite à des menaces de mort. .

Source :Amnesty international 24 mars 2004

Conte...

**" La Colombie, un pays
où les Droits Humains sont respectés,
comme dans toute autre démocratie "**

Des Droits Humains bafoués

Violations du droit international humanitaire : Impunité :

près d'une cinquantaine d'attaques avec des bombes, attentats sur des ambulances et hôpitaux, exécutions sommaires, pratiquement 6.000 enfants enrôlés par les groupes armés.

HRW 2002 : de janvier à novembre 2002) : dans la majorité des cas d'assassinats sélectifs :

Liberté de la presse ? liberté syndicale ?

- au moins 114 journalistes et 3.800 syndicalistes ont été assassinés au cours des 14 dernières années avant 2001; neuf syndicalistes auraient été abattus au cours des deux premiers mois de 2003

- 16 défenseurs des droits de l'homme,
- un archevêque,
- 11 pères,
- une religieuse,
- 20 pasteurs protestants et 2 Pentecôtistes, et
- près de 150 syndicalistes

Massacres :

- 2002 : 112 massacres faisant 666 morts
- 2001 : 185 faisant 1.039 morts
- cette légère diminution semble due au fait que les paramilitaires, principaux auteurs, semblent avoir opté pour l'assassinat sélectif

officiellement : il n'y a pas de responsable

(Source : El Tiempo 20 jan 03 / HRW dec. 2002)

Des ONG menacées lorsqu'elles défendent les Droits Humains

- Le 31 mars 2004, 120 organisations non gouvernementales (ONG) colombiennes ont eu recours à la Justice pour demander au président Alvaro Uribe de rétracter ses déclarations à leur sujet, qui "créent des risques graves pour l'intégrité physique des membres de leurs organisations"
- La polémique a explosé le 8 septembre 2003, deux mois après la conclusion d'une "table de donneurs" (pays qui aident la Colombie) à Londres, quand Uribe a affirmé que les ONG qui avaient pris part cette réunion avaient "cherché à tromper l'opinion internationale". Selon le président "ce sont des commerçants de droits humains qui survivent en demandant des aides à l'Union Européenne et à d'autres organismes, parce qu'ils ont besoin de ces ressources pour freiner l'action de l'autorité de l'État, ce qui est leur manière de freiner la défaite du terrorisme".
- Depuis cette date, les membres de plusieurs ONG ont été à plusieurs reprises victimes d'assignations, de violations de domicile et de menaces de la part des forces armées ainsi que des paramilitaires
- D'après Amnesty International, il s'agit « d'une stratégie coordonnée et minutieusement planifiée, destinée à réduire au silence les militants des droits humains, afin de donner l'impression que la situation s'est améliorée»

Sources : RCN 30 mars 2004 / Amnesty International

L'implication des USA : le Plan Colombie (juin 98, président Pastrana)

Officiellement :

- Renforcement des infrastructures judiciaires colombiennes
- Aide aux paysans et encouragement aux cultures de substitution
- Développement et protection des droits de la personne
- Aide aux réfugiés
- Équipement militaire et entraînement des soldats et policiers engagés dans la lutte contre la drogue et les FARC

En réalité :

- Pastrana ne reçut de Washington que des stocks d'armes et du matériel militaire
- Sur le milliard de dollars octroyé par le Congrès des États-Unis, seuls 860 millions se sont réellement rendus en Colombie
- Les trois quarts ont été consacrés à l'achat d'équipement militaire américain et à l'entraînement de soldats et de policiers; près de 40% ont servi à l'achat d'hélicoptères de combat BlackHawk
- Après que certains politiciens colombiens eurent financé leur campagne électorale et que des officiers colombiens eurent détourné plusieurs millions à des fins personnelles, il ne resta de ce milliard de dollars américains que 67 millions (moins de 8 %) pour venir en aide aux paysans colombiens et les inciter à migrer vers d'autres cultures que la coca

(Source : Radio Canada 2002)

Le programme de "Sécurité démocratique"

- D'après le président : "Précédemment, la sécurité n'existait que pour quelques-uns. La « Sécurité démocratique », par contre, concerne tout le monde - ouvrier ou propriétaire, membre du gouvernement ou de l'opposition...»
- Si on l'analyse dans sa pratique, c'est d'abord une radicalisation de la stratégie paramilitaire c.à.d. l'implication de segments toujours plus larges de la population civile dans le conflit. Uribe soutient ce type de politique depuis l'époque où il était gouverneur du département de Antioquia.
- La neutralité est absente d'un tel contexte. Tout le monde doit participer du côté du « bien », contre le « mal ». La clé de voûte de sa stratégie est l'armée, et tous les chemins de la « Sécurité démocratique » conduisent à l'armée.
- Comme gouverneur du département de Antioquia, Alvaro Uribe mit sur pied de très nombreuses CONVIVIR, qui étaient des unités paramilitaires légales : des civils, armés par l'armée, contrôlés par le Secrétaire à la Sécurité privée
- Le plan de "guerre totale" du président comprend la création d'un réseau d'un million d'informateurs, rétribués pour des activités de renseignement et de lutte contre la « subversion » ; ce sont les « soldats paysans »

Source : ZNET 16 mars 2004 / La Jornada août 2003

La proposition de loi "anti-terroriste"

- Une nouvelle loi "d'habilitation anti-terroriste" autorise l'armée à détenir des personnes, opérer des perquisitions et intercepter des communications sans mandat judiciaire
- Cela renforce encore l'emprise des militaires sur la procédure pénale en leur assurant le contrôle de l'ensemble du processus légal.
- Les membres du personnel militaire impliqués dans des violations des droits humains sont amenés à intervenir dans des opérations allant du placement en détention au procès devant un tribunal militaire.
- En accordant dans les faits aux militaires le droit de mener des enquêtes sur eux-mêmes, les membres des forces armées impliqués dans des violations des droits humains continuent de jouir d'une impunité toujours plus grande»
- De nombreux défenseurs des droits humains, des syndicalistes et d'autres militants des droits sociaux ont déjà été arrêtés sur la foi de renseignements transmis des informateurs anonymes peu fiables et souvent rémunérés, sans qu'il y ait eu d'enquête judiciaire indépendante.

Source : Amnesty international 24 mars 2004

L'implication des USA : la fumigation des plants de coca

Les autorités colombiennes font un usage abondant d'herbicides :

- le paraquat (agent orange utilisé au Vietnam),
- le glyphosate (Roundup),
- le Garlon 4.
- des pesticides encore plus toxiques, comme le Tebuthiuron et l'Imazapyr
- Washington propose aujourd'hui l'utilisation d'un champignon pathogène (*Fusarium oxysporum*) génétiquement modifié

Conséquences :

- destruction de nombreuses plantations "licites" situées dans les mêmes zones
- constatation des taux élevés de cancers et de maladies respiratoires et cutanées dans les régions fumigées

Remarque :

2003 : il semble que la fumigation soit pratiquée sur les zones potentiellement productrices de coca dans les régions tenues par les Farc; les plantations se trouvant dans les zones tenues par les paramilitaires seraient relativement préservées

(Source : Radio Canada 2002)

La campagne contre la drogue

Production de coca dans la région:

La production totale de cocaïne stagne (800 tonnes en 2002). D'après les statistiques officielles elle baisserait en Colombie, mais elle stagne au Pérou et augmente en Bolivie. Le Venezuela et l'Equateur commencent à cultiver à leur tour. Enfin, la production d'héroïne augmenterait dans la région.

Autres pays producteurs :

10 000 tonnes de marijuana sont produites aux Etats-Unis. La Hollande serait leader sur le marché de l'ecstasy, et l'Europe, première productrice de drogues de synthèse, tous types confondus.

En Afghanistan, depuis la chute des talibans, la production d'opium a repris de plus belle (3 600 tonnes en 2003, + 2 000 %). Le Pakistan se serait remis à cultiver le pavot.

Consommation :

L'abus de cocaïne et de crack demeurerait «relativement stable» chez les jeunes aux USA - la consommation, ainsi que celle d'héroïne et d'amphétamines, augmenterait de manière inquiétante dans beaucoup de pays du Sud

Source : OICS (Organe international de contrôle des stupéfiants - ONU) mars 2004)

Un pays infesté de mines

- Après la Tchétchénie, l'Afghanistan et le Cambodge, le pays au monde le plus infesté de mines antipersonnel : plus de 100.000 sont dispersées dans le pays
- Utilisées par la guérilla, les paramilitaires, et dans une mesure moindre par l'armée colombienne
- En 2003, 659 (649 ?) victimes (178 civils dont 46 enfants, et 471 militaires) + un nombre indéterminé dans les rangs de la guérilla
- Une mine coûte 2\$ à fabriquer, 100\$ pour l'enlever...
- Depuis 2003 on voit apparaître des mines en matériau composite, pratiquement impossibles à détecter avec le matériel actuel

Source : Boston News 4 avril 2004 -

Un exemple : l'Uraba

- Région du Nord, frontalière avec le Panama - possède une côte atlantique et une autre pacifique. Forte industrie bananière. Regorge de ressources naturelles (cuivre, uranium, pétrole...).
- L'Etat y investit massivement en soutenant des multinationales. Les indigènes craignent une appropriation de leur patrimoine traditionnel, dont les plantes médicinales.
- Dans les années 1970 apparaissent des mouvements de guérilla. Aucune dénonciation concernant des violations des droits humains n'est toutefois connue. On ne parle ni de massacres ni de déplacements forcés.
- 1984 : négociations nationales entre les FARC et le gouvernement : démobilisation de guérilleros et création de l'UP qui remporte massivement les élections
- Projet de construction d'un nouveau canal transocéanique; deux barrages sont construits - Urra 1 et Urra 2 - après que les indigènes aient été chassés de leurs terres.
- Dès la conception de ces projets apparaît le conflit. La zone est militarisée, puis surgissent les paramilitaires et les assassinats, les disparitions massives.
- En trente ans de mobilisation, 3000 indigènes auraient été assassinés

Sources : Le Courrier 27 mars 2004 / InfoSud 30 mars 2004